

# INTERVENTION EN LIBYE | QUELS ACTEURS ET À QUELLES CONDITIONS ?



L'aggravation de la situation libyenne sera-t-elle le point de basculement dans la guerre contre l'« État islamique » ? Les événements récents concernant la mort d'un pilote jordanien et la décapitation de vingt-et-un Égyptiens de confession chrétienne par la branche libyenne de « l'État islamique » semblent avoir réveillé certaines puissances régionales, Égypte et Jordanie en tête. A long terme, l'option de l'intervention au sol est-elle évitable ? Si non, quelles forces sont-elles prêtes à s'engager ? Les Occidentaux n'ont-ils pas fait preuve de pusillanimité en préférant la levée de l'embargo sur les armes en Libye à une intervention militaire ciblée ? Quelle sera la prochaine stratégie des acteurs régionaux dans ce combat ?

« La détérioration de la situation requiert un changement de rythme de la part de la communauté internationale avant qu'il ne soit trop tard » : ces mots de Paolo Gentiloni, ministre italien des Affaires étrangères, prononcés le mercredi 18 février, attestent de l'urgence de la situation en Libye, où l'on observe le constant renforcement de l'« État islamique », le risque grandissant de sa fusion avec d'autres milices locales et un chaos sécuritaire généralisé. Dans ce climat de guerre civile, les combattants du front anti-islamique, se mobilisent sur le terrain et se préparent à encercler la ville de Syrte, l'un des sanctuaires du groupe djihadiste.

L'aggravation de la situation libyenne sera-t-elle le point de basculement dans la guerre contre l'« État islamique » ? De fait, après des mois de bombardements par la coalition internationale et malgré les offensives terrestres menées par les peshmergas kurdes, l'hydre de « l'État islamique » ne cesse de progresser et d'ouvrir de nouveaux fronts, menaçant d'étendre désormais son action au Liban, en Jordanie et en Israël et alimentant la haine religieuse contre les chiïtes, Iraniens en tête. Les solutions mises en œuvre par la communauté internationale ont été jusqu'ici insuffisantes et les acteurs régionaux prêts à s'engager sont restés trop longtemps au second plan d'une guerre qui est, pourtant, d'abord la leur.

Les événements récents concernant la mort d'un pilote jordanien (3 février) et la décapitation de vingt-et-un Égyptiens de confession chrétienne par la branche libyenne de « l'État islamique » (15 février) semblent justement avoir réveillé ces puissances régionales, Égypte et Jordanie en tête. La prudence diplomatique des Occidentaux, peu enclins à rouvrir un front en Libye, explique l'abandon de l'idée avancée par l'Égypte d'une demande à l'ONU d'intervention militaire terrestre en Libye au sein d'une coalition internationale (17 février). A défaut, la Jordanie, membre non-permanent du Conseil de sécurité a présenté un projet de résolution demandant la levée de l'embargo sur les armes en faveur du gouvernement libyen (20 février), soutenu par la Libye et l'Égypte. En faisant le choix *a minima* d'une solution politique plutôt que d'une action militaire ciblée, la communauté internationale ne manque-t-elle pas à l'appel d'acteurs régionaux enfin désireux de s'engager davantage ?

Car pendant ce temps-là, l'« État islamique » prospère et se renforce. Mais que faire ? A long terme, l'option de l'intervention au sol est-elle évitable ? Si non, quelles forces sont-elles prêtes à s'engager ? Les Occidentaux n'ont-ils pas fait preuve de pusillanimité en préférant la levée de l'embargo sur les armes en Libye à une intervention militaire ciblée ? Quelle sera la prochaine stratégie des acteurs régionaux dans ce combat ?

## | La Jordanie en pointe ?

Membre actif de la coalition internationale depuis le lancement des frappes aériennes contre « l'État islamique » en août-septembre 2014, la Jordanie était jusqu'ici un partenaire parmi d'autres. Mais après l'annonce de la mort de son pilote Maaz Al-Kassasbeh, Amman annonce que « le sang du martyr ne coulera pas en vain et [que] la vengeance sera proportionnelle à cette catastrophe qui a frappé l'ensemble des Jordaniens » (1). Première mesure de représailles : la Jordanie exécute le lendemain deux djihadistes, l'Irakienne Sajida al-Rishawi, condamnée à mort pour des attentats meurtriers en 2005 à Amman, et Ziad Karbouli, un responsable irakien d'Al-Qaida. Elle décide ensuite de lancer des frappes aériennes à l'aide d'une dizaine d'avions de chasse en bombardant des camps d'entraînement et des dépôts d'armes et de munitions appartenant à « l'État islamique » (2). Le 9 février, Amman annonce que l'opération « Martyr

---

(1) Exécution du pilote jordanien : Amman promet une riposte « terrible », RFI, 3 février 2015, disponible sur <http://www.rfi.fr/moyen-orient/2min/20150203-groupe-ei-dit-tue-otage-pilote-jordanien-moaz-kasasbeh/>.

(2) « La Jordanie a frappé des positions de l'État islamique après la mort de son pilote », *Libération*, 5 février 2015, disponible sur [http://www.liberation.fr/monde/2015/02/05/la-jordanie-dit-avoir-mene-des-frappes-aeriennes-contre-l-ei\\_1196303](http://www.liberation.fr/monde/2015/02/05/la-jordanie-dit-avoir-mene-des-frappes-aeriennes-contre-l-ei_1196303).

Maaz » engagée trois jours plus tôt avait déjà conduit à la destruction de 56 cibles (3). Une telle initiative traduit à tout le moins l'ambition du pays de se placer au cœur des opérations militaires et de passer du statut de suiveur à celui de *leader* parmi les acteurs régionaux. Soutenue par les avions de combat des Émirats arabes et de ceux du Bahreïn depuis le 15 février, « la Jordanie ranime l'alliance contre l'État islamique », affirme en une le quotidien jordanien *Al-Arab Al-Yawn* (4).

Pour le roi Abdhallah II, combattre « l'État islamique » est un devoir qui appartient en premier lieu aux Arabes : « Cela doit être notre guerre. La lutte contre les djihadistes doit être une lutte des sunnites arabes si nous voulons empêcher Bachar El-Assad et son allié iranien de profiter de la situation » (5). Pour Amman, la lutte est donc double : à la fois contre le groupe islamique et contre le régime syrien. Mais la question opérationnelle de l'intervention au sol ne semble pas encore tranchée. Certes, animée par un fort désir de vengeance, la Jordanie « pourrait envisager une intervention terrestre », avance l'analyste jordanien Hassan Abou Haniyeh. La question serait actuellement examinée de près par l'état-major jordanien, à la demande du roi. Mais le général (er) Fayez al-Dowiri rappelle la difficulté constituée par l'importante distance qui sépare la Jordanie de Raqqa (plus de 500 km).

Quant à la Libye, Amman n'envisage pas officiellement d'y faire intervenir ses troupes. Mais elle ne s'en est pas moins positionnée comme un rouage diplomatique essentiel en présentant devant le Conseil de sécurité de l'ONU le projet de résolution demandant la levée de l'embargo sur les armes en faveur du gouvernement libyen.

## | Égypte : vers un nouveau *leadership* régional face à l'« État islamique » ?

Le 15 février, la diffusion d'une vidéo montrant la décapitation de vingt-et-un Égyptiens de confession chrétienne par la branche libyenne de l'« État islamique » entraîna quelques heures plus tard le bombardement par les forces égyptiennes, avec l'aide de l'aviation libyenne, des positions du groupe djihadiste en Libye à Derna, à Syrte et Ben Jawad. Les raids auraient ainsi touchés cinquante à soixante djihadistes et seraient parvenus à détruire des réserves de munitions ainsi que des centres de communication de « l'État islamique ».

Face à l'horreur, le président Abdel Fattah al Sissi a justifié son intervention en déclarant que « nous ne voulions pas que l'Égypte intervienne militairement, nous ne voulions pas agir à l'intérieur de la frontière libyenne par respect pour la souveraineté et pour le peuple libyen, mais ce qui s'est passé est un crime monstrueux ». Il indiquait ensuite qu'une telle opération devrait sans doute être renouvelée « mais ensemble, pour arrêter le terrorisme » (6). C'est la première fois que l'Égypte reconnaît officiellement avoir mené une attaque sur le territoire libyen sans autorisation, alors que les milices islamistes et le gouvernement se battent depuis près d'un an. A cette occasion, elle franchit un seuil et ne dissimule pas son intention de frapper encore. De fait, le ralliement de *Ansar Beit al-Maqdess*, groupe djihadiste le plus puissant d'Égypte, à « l'État islamique », a largement motivé la volonté du Caire à monter d'un cran sur le plan militaire. C'est donc logiquement que le président Al-Sissi a plaidé le 17 février en faveur de l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU permettant, avec l'aval des autorités libyennes, une

(3) « La Jordanie en tête de la lutte contre l'État islamique », *Courrier international*, N° 1 267, p. 9.

(4) *Ibid.*

(5) Quotidien saoudien *Asharq Al-Awsat* cité par *Courrier international*, *Ibid.* L'article précise : « Face à un président américain qui théorise ses hésitations depuis deux ans, c'est aux Arabes de prendre les choses en main ».

(6) « L'Égypte se pose en allié des Occidentaux dans la lutte contre le terrorisme », *Le Monde*, 17 février 2015, disponible sur [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/02/17/l-egypte-veut-que-l-onu-autorise-une-intervention-militaire-en-libye\\_4577829\\_3212.html#DfhLLBLq5FJjeOej.99](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/02/17/l-egypte-veut-que-l-onu-autorise-une-intervention-militaire-en-libye_4577829_3212.html#DfhLLBLq5FJjeOej.99).

intervention militaire d'une coalition contre les djihadistes libyens. « Il n'y a pas d'autre choix » affirme-t-il, « sinon ce pays va se transformer en terreau du terrorisme et menacer, outre son pays, le bassin méditerranéen et l'Europe » (7).

Par l'affirmation d'un objectif précis et ambitieux, l'Égypte, allié traditionnel des Occidentaux, s'efforce de renouveler un *leadership* mis à mal par les soubresauts politiques que le pays a connu depuis 2011. Elle pose également la question, longtemps repoussée par la coalition, de l'intervention au sol en Libye. Contrainte par la réticence occidentale, en particulier celle des États-Unis, à abandonner son projet, elle s'engage avec force à l'ONU, aux côtés de la Jordanie et de la Libye, en faveur d'un projet de résolution levant l'embargo de 2011 sur les armes pour le gouvernement libyen. Le projet présenté prévoit également « une surveillance accrue par les mers et par les airs, pour empêcher l'arrivée d'armes aux milices armées » en Libye, mais ne fait plus mention d'une intervention militaire (8).

## | La Libye, prochain front de la guerre contre le terrorisme ?

Plongées dans le chaos depuis 2011, les autorités libyennes ne parviennent pas à contenir les dizaines de milices formées par les ex-insurgés qui n'hésitent pas à prendre le contrôle de pans entiers du territoire face à une armée affaiblie et à une police corrompue et effacée. Profitant de la faiblesse du pouvoir, de l'absence d'institutions et des affrontements entre les groupes armés, les factions islamistes ont proliféré depuis la fin 2014 (9). Schématiquement, la Libye est ainsi partagée entre les forces du général Haftar, proche du Caire, la coalition *Aube de la Libye* et des groupes islamistes, certains affiliés à l'« État islamique » (10).

Face à la situation chaotique de son pays, le ministre libyen des Affaires étrangères Mohamed Dairi n'hésite pas à pointer du doigt la responsabilité occidentale en déclarant à l'ONU (18 février) : « la situation en Libye a été ombragée par l'attention portée par la communauté internationale jusqu'à présent à Daesh en Syrie et en Irak. Je ne comprends pas l'absence de réponse, de stratégie internationale ». Il appelle à l'adoption « de mesures décisives de la part de la communauté internationale, afin qu'elle l'aide à constituer son armée ». Avec la levée de l'embargo, l'armée libyenne pourrait « recevoir du matériel et des armes et ainsi contrer le terrorisme » (11).

Cela sera-t-il suffisant ? Bien qu'à l'heure actuelle, l'hypothèse d'une intervention au sol semble repousser en faveur d'une solution politique – levée de l'embargo sur les armes en Libye et négociations pour formation d'un gouvernement d'union nationale –, elle ne doit et ne peut être totalement écartée. Tout d'abord parce que la situation peut encore se dégrader. Ensuite parce qu'il n'y aura sans doute pas le choix ! Comme le dit clairement le chef d'état-major des armées françaises, « les bombardements ne suffiront pas, on le sait. Sur ce type de terrain, dans ce type de conflit, face à ce type d'ennemi, il faut aller au sol » (12).

(7) « Libye: le président al-Sissi réclame une résolution de l'ONU », RFI, 17 février 2015, disponible sur <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20150217-egypte-libye-rafale-ei-intervention-onu-resolution-al-sissi/>.

(8) « Lutte contre l'EI en Libye : une résolution à l'ONU va demander la levée de l'embargo sur les armes », *Le Monde*, 18 février 2015, disponible sur [http://www.lemonde.fr/libye/article/2015/02/18/lutte-contre-l-ei-en-libye-une-resolution-a-l-onu-va-demander-la-levée-de-l-embargo-sur-les-armes\\_4578986\\_1496980.html](http://www.lemonde.fr/libye/article/2015/02/18/lutte-contre-l-ei-en-libye-une-resolution-a-l-onu-va-demander-la-levée-de-l-embargo-sur-les-armes_4578986_1496980.html).

(9) Voir Antonin Tisseron, *Libye : de la guerre civile au péril jihadiste*, Institut Thomas More, décembre 2014, disponible sur <http://www.institut-thomas-more.org/fr/actualite/libye-de-la-guerre-civile-au-peril-jihadiste.html>.

(10) « L'État islamique signe par le sang sa présence en Libye », *Le Monde*, 16 février 2015, disponible sur [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/02/16/l-etat-islamique-signe-par-le-sang-sa-presence-en-libye\\_4577306\\_3212.html#UBtQM8UJVR1oMxX.99](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/02/16/l-etat-islamique-signe-par-le-sang-sa-presence-en-libye_4577306_3212.html#UBtQM8UJVR1oMxX.99) et Hoda Saliby, « L'État islamique, enfant du chaos », *Courrier international*, 17 février 2015, disponible sur <http://www.courrierinternational.com/article/2015/02/17/l-etat-islamique-enfant-du-chaos>.

(11) « Demande d'intervention militaire en Libye : l'Égypte se rétracte », RFI, 19 février 2015, disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20150218-libye-egypte-resolution-demande-intervention-militaire-onu-retracte/>.

(12) Entretien avec Pierre de Villiers, « L'armée française sur tous les fronts », *Politique internationale*, n°146, hiver 2014-2015.

Par sa géographie, la Libye constitue un point névralgique primordial pour les islamistes. Les récents commentaires de l'un des porte-parole de « l'État islamique », Abu Arhim Al-Libim, traduisent la volonté de l'organisation d'accroître la présence de ses cellules dans le pays et attestent de leurs velléités d'utiliser le nord du pays comme passerelle vers le sud de l'Europe. Se faisant, l'organisation bénéficierait d'une ressource importante d'armes récupérées, pour la plupart, pendant la guerre civile libyenne, et serait ainsi en mesure de « traverser la Méditerranée en se faisant passer pour des migrants ». Les soldats pourraient alors « attaquer le transport maritime des villes du sud de l'Europe » (13).

Face à ces menaces, certains États, comme l'Italie ou l'Égypte, se disent explicitement favorables à une intervention armée. Ce n'est sans doute qu'une question de temps : quelles seraient les conditions de réussite d'un tel scénario ?

## | Intervention terrestre en Libye : à quelles conditions ?

On peut identifier trois conditions nécessaires à la mise en œuvre d'une telle stratégie.

**La recherche d'une coalition la plus large possible** | L'Égypte, les Émirats arabes Unis, la France, l'Italie ainsi que le G5 Sahel (14) se sont publiquement déclarées favorables au principe d'une intervention militaire internationale en Libye. Présent au Caire le 16 février dernier pour la signature du contrat d'achat d'avions Rafale Jean-Yves le Drian, ministre de la Défense français, assurait à l'Égypte que « nos deux pays mènent un combat commun contre le terrorisme. Ce même terrorisme qui menace la Libye d'effondrement, ce même terrorisme qui nous a touchés au cœur début janvier, ce même terrorisme qui vous a touchés au cœur hier » (15). L'Arabie Saoudite (jusqu'ici absente de la coalition internationale) et le Koweït se disent, quant à eux, prêts à participer à un tel projet (16).

Toutefois, la constitution d'un éventuel front en Libye suscite des réticences chez d'autres acteurs aussi bien régionaux qu'occidentaux. Le Qatar et la Turquie, dont l'ambiguïté des positions a été maintes fois soulignée et analysée, soutiennent des groupes islamistes libyens (17). De nombreux témoignages rapportent que le régime d'Erdoğan accueille « des blessés islamistes soignés dans les hôpitaux turcs » (18). Malgré l'attentat contre la résidence de son ambassadeur à Tripoli, revendiqué par l'« État islamique », l'Iran de son côté continue de s'opposer fermement « à toute intervention étrangère » et estime que la crise doit être résolue par « un dialogue politique national entre parties impliquées », aboutissant à la formation d'un gouvernement d'unité nationale capable de lutter contre les salafistes extrémistes (19). Côté occidental, le soutien est plus que timoré du côté allemand comme du côté britannique. La Russie, quant à elle, sans être très claire ne ferme pour autant pas la porte à une participation à une initiative internationale : « Je ne l'exclus pas d'un point de vue politique. Mais ce n'est pas ma décision », a déclaré l'ambassadeur russe,

---

(13) « Islamic State 'planning to use Libya as gateway to Europe' », *The Daily Telegraph*, 17 février 2015, disponible sur <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/islamic-state/11418966/islamic-state-planning-to-use-libya-as-gateway-to-europe.html>.

(14) Tchad, Mali, Mauritanie, Burkina Faso et Niger.

(15) « Libye : le président al-Sissi réclame une résolution de l'ONU », RFI, 17 février 2015, disponible sur <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20150217-egypte-libye-rafale-ei-intervention-onu-resolution-al-sissi/>.

(16) « Libye : les appels à riposter contre Daech se multiplient », *Le Figaro*, 16 février 2015, disponible sur <http://www.lefigaro.fr/international/2015/02/16/01003-20150216ARTFIG00384-libye-les-appels-a-riposter-contre-daech-se-multiplient.php>

(17) « Libye : Le Qatar rappelle son ambassadeur d'Égypte en signe de soutien à l'Etat Islamique », Blog Euro Jihad, 21 février 2015, disponible sur <http://euro-jihad.com/blog/?p=28526>.

(18) « Libye : les appels à riposter contre Daech se multiplient », *Le Figaro*, *op. cit.*

(19) « Libye : l'EI revendique un attentat contre la résidence de l'ambassadeur iranien », *Le Monde*, 23 février 2015, disponible sur [http://www.lemonde.fr/libye/article/2015/02/23/libye-l-ei-revendique-un-attentat-contre-la-residence-de-l-ambassadeur-iranien\\_4581396\\_1496980.html](http://www.lemonde.fr/libye/article/2015/02/23/libye-l-ei-revendique-un-attentat-contre-la-residence-de-l-ambassadeur-iranien_4581396_1496980.html).

Vitali Tchourkine, à l'occasion de la séance du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette participation se limiterait toutefois à des entraînements, du soutien logistique et des livraisons d'armes, et exclue catégoriquement toute campagne de frappes aériennes ou intervention terrestre de son armée en Libye (20).

On le voit, réunir une coalition suffisante de bonnes volontés sur un projet d'intervention en Libye représente un défi de taille pour les partisans de cette intervention, dont la participation des acteurs régionaux doit être un préalable impératif.

**Une intervention à caractère régional, soutenue par la communauté internationale** | En effet, si elle prend forme, cette intervention devra se faire sous l'égide des acteurs régionaux et locaux, avec le soutien de la communauté internationale (21). En décembre 2014, le président nigérien Issoufou, rappelait les erreurs du passé et martelait la nécessité d'une logique inclusive et régionale : « Quand il y a eu une intervention en Libye en 2011, personne ne nous a consultés. Mais c'est nous qui payons les frais de la situation aujourd'hui. Tout le monde doit nous entendre. Au niveau des Nations Unies, une résolution doit être prise et elle sera prise » (22). On a vu plus haut que certains pays arabes s'étaient montrés particulièrement allants : il convient de ne pas brider cette bonne volonté. Ainsi, si l'Italie s'est portée candidate pour diriger la coalition « dans le cadre d'une opération de maintien de la paix encadrée par l'ONU » en se disant prête à envoyer un contingent de 5 000 soldats au sol, il ne semble pas que ce soit la meilleure piste. Une coalition qui aurait à sa tête l'Égypte et le gouvernement libyen, si faible soit-il, paraît une meilleure option aussi bien au regard de l'opinion publique arabe que de la motivation que pourrait y trouver d'autres pays de la région...

Sur le terrain, l'intervention militaire devrait être concentrée sur les sept villes libyennes, reconnues comme des sanctuaires djihadistes : Derna (sous contrôle du groupe islamiste libyen Majlis Choura Chabab al-Islam (MCCI) qui a prêté allégeance à l'« État islamique » en octobre 2014), Syrte, Benghazi, Ajdabiya, Tripoli, El Beida et Sabratha. La base française de Madama, au Niger, pourra être utilisée dans le cadre de la coalition.

**La recherche d'une solution politique en Libye** | Toute opération militaire ne peut être entreprise sans la recherche active d'une solution politique sur le long terme. Une intervention en Libye doit prévoir, dès avant son lancement, une solution politique, ce qui signifie « consulter d'abord les Libyens, mais aussi les pays qui ont des intérêts directs dans ce conflit : l'Égypte, la Tunisie, l'Algérie, le Mali, le Niger » (23). Cet accord devra participer à l'éclaircissement de la situation politique désastreuse en Libye, envisager une réconciliation politique entre Tripoli et Tobrouk, diminuer le pouvoir des milices armées et prévoir l'adoption d'une constitution. Ce n'est pas là un mince travail mais l'urgence de la situation peut offrir des opportunités nouvelles à de tels progrès...

Face à l'extrême et sanglante offensive actuellement menée par l'« État islamique » et ses affidés en Libye, la parole et l'action doivent être données en priorité aux acteurs régionaux et locaux, avec le soutien de la communauté internationale, Occidentaux en tête. L'heure est aux grandes décisions mais surtout à l'action...

---

(20) « La Russie pourrait prendre part à la guerre en Libye », Alter Info, 20 février 2015, [http://www.alterinfo.net/notes/La-Russie-pourrait-prendre-part-a-la-guerre-en-Libye\\_b7488460.html](http://www.alterinfo.net/notes/La-Russie-pourrait-prendre-part-a-la-guerre-en-Libye_b7488460.html).

(21) Le soutien pourrait prendre la forme de raids aériens, la fourniture d'armes et de renseignement opérationnel, un appui logistique, etc.

(22) « Une intervention en Libye est indispensable mais qui pour se lancer ? », *La voix du nord*, 2 janvier 2015, disponible sur <http://defense.blogs.lavoixdunord.fr/archive/2015/01/02/niger-intervention-en-libye-13658.html>.

(23) Alain Rodier *in* « Libye : Les quatre conditions à remplir pour une intervention internationale », *20 minutes*, 17 février 2015, disponible sur <http://www.20minutes.fr/monde/1542883-20150217-libye-quatre-conditions-remplir-intervention-internationale#xtor=RSS-145>.